

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 9343

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

**Préemption commerciale – Rétrocession  
de droit au bail commercial - Local 9 rue  
Grande**

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil dix-neuf, le douze décembre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORÉ Christophe, Maire

**Étaient présents** : ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, SIMON Eric, ROUGELIN Alexandra, MEULIEN Jean-Paul, DAUNIS Marc, PEACOCK Valérie, BORIES Camille, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, FOISSAC Elodie, PATTIN Sébastien, JANNAUD Sonia, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

**Procurations** : BARADEL André-Daniel à SANTOS Xavier, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, SELOSSE Sandrine à DALMAS Fabien, BENTRAD Samira à DAUNIS Marc, VALENTI Anaïs à MEULIEN Jean-Paul, HOSKIN Marie-Pierre à DEBORDE Elisabeth.

Madame FOISSAC Elodie a été désignée secrétaire de séance.

La loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises prévoit dans son article 58 la possibilité pour une Commune de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, par délibération motivée du Conseil Municipal.

A l'intérieur de ce périmètre, les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux sont soumises au droit de préemption selon les modalités prévues à l'article L.213-4 à L.213-7 du Code de l'urbanisme.

Ces dispositions ont pour objectifs de redynamiser les centres villes et éviter la fermeture des commerces de proximité.

La Commune, soucieuse de préserver une diversité commerciale tournée vers ses habitants a, par délibérations du Conseil Municipal du 30 mai 2006 et du 3 avril 2008, déterminé un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité sur tout le secteur du village, particulièrement attractif.

Par décision du Maire n° 1489 du 15 février 2017, la Commune a exercé son droit de préemption lors de la cession de droit au bail commercial portant sur le local sis 9 rue Grande. L'acte de cession de droit au bail a été passé au profit de la Commune en date du 12 avril 2017 moyennant le prix de 80 000 euros.

La procédure de préemption prévoit l'obligation pour la Commune de rétrocéder le bail commercial à une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité et à promouvoir le développement de l'activité commerciale et artisanale.

A cet effet, un cahier des charges de rétrocession, qui fixe notamment les conditions s'imposant au futur concessionnaire, a été élaboré afin de répondre aux dispositions des articles R.214-11 du Code de l'urbanisme. Ce cahier des charges a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°8869 du 29 juin 2017.

Un avis de rétrocession a été publié sur le site internet de la Commune et affiché en Mairie au cours du mois d'octobre 2019 pour appel à candidatures.

Après analyse par le Comité de sélection qui s'est réuni le 19 novembre 2019, il est apparu que la candidature de la SAS BILIOTTI pour l'activité de boulangerie répond aux critères prévus au cahier des charges et qu'aucune autre demande n'a été reçue.

.../...

A ce stade de la procédure, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur le choix définitif du candidat, étant précisé que le projet d'acte de rétrocession devra être soumis à l'accord préalable de la SCI la MARJOLAINE, propriétaire du local.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** la rétrocession de droit au bail commercial au profit de la SAS BILIOTTI moyennant le prix de 80 000 euros ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de cession de droit au bail commercial, ainsi que tout autre document se rapportant à cette procédure ;
- **IMPUTE** les recettes correspondantes au budget de la Commune.

**FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 17 décembre 2019 et que la convocation du Conseil a été faite le 6 décembre 2019. La présente délibération a été affichée le 19 décembre 2019 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 19 décembre 2019

Le Maire,